



« C'est pas ma faute à moi ». 1974 -2026 : 50 années de mauvaises décisions politiques

Description

Le Figaro a publié une enquête sur les erreurs et le déclin de la France en reprenant le rapport de l'Institut Thomas More : 50 décisions politiques prises depuis VGE jusqu'à Emmanuel Macron.

Selon l'étude, les grands thèmes du déclin français regroupent les finances du pays, le modèle social, la sécurité et l'éducation.

Quelques mesures phares ont fait diverger la France de ses voisins, Allemands et Hollandais notamment.

L'abandon d'une politique inspirée par le rapport Pinay-Rueff au profit du keynésianisme sous Giscard d'Estaing, le décret sur le regroupement familial, puis l'arrivée de Mitterrand au pouvoir associée au laxisme judiciaire et au laxisme économique ont créé les conditions de la dégradation des finances du pays. La loi sur les 35 heures de Martine Aubry en 1997 a aggravé la situation économique. Sans compter que la pression fiscale depuis 1981 avec l'ISF puis la mise en place de la CSG sous Michel Rocard a contribué à une fuite des capitaux et des cerveaux.

Une très grande partie de l'explosion de la dette française trouve ses racines dans le passage de l'âge de la retraite de 65 à 60 ans et dans l'imposition des 35 heures. Le pays est ruiné. Merci les socialistes !

Les socialistes, encore eux, ont sacrifié une filière d'excellence et de souveraineté énergétique qu'est le nucléaire, dont la France bénéficiait au profit d'accords électoraux honteux avec les verts.

De Voynet à Hulot, haro sur le nucléaire. L'abandon de Superphénix, du projet Astrid et la fermeture de Fessenheim sont à mettre au bilan des socialistes et des pseudos politiques de droite qui ont abondé dans le même sens. Les verts en ont rêvé, Jospin, Hollande, Macron et Philippe l'ont fait.

La France s'est donc massivement désindustrialisée depuis les années 80 ; le recul sur le nucléaire au profit d'énergies intermittentes (solaire, éolien) complique tout projet de réindustrialisation.

La droite a également sa part de responsabilité. En voulant plaire à la gauche, elle a bloqué les projets de gaz de schiste. Merci NKM. Il suffit de regarder la Norvège. Les revenus du gaz et du pétrole sont transférés vers son fonds souverain dont les encours atteignent près de 1900 milliards d'euros (22 600 milliards de NOK).

La France aurait pu avoir aussi son fonds souverain depuis une dizaine d'années grâce aux revenus du gaz de schiste. Elle aurait pu également y ajouter les revenus issus de champs pétroliers en eaux profondes au large de la Guyane que la France se refuse à exploiter depuis une loi de 2017. Merci Hulot.

Les technologies sont également un domaine dans lequel des ingénieurs et la France excellent mais la construction d'écosystèmes fermés et centralisés empêche tout développement et adoption large à l'instar des Etats-Unis. Le Minitel est resté français, alors que les Américains et le monde entier ont adopté Internet, lequel est décentralisé.

Encore un exemple de retard pris par la France.

Quant à la France et l'Europe, ils sont les grands perdants de l'intelligence artificielle à tel point que le « champion français », Mistral, va distribuer des modèles chinois d'IA.

N'évoquons même pas les risques cyber en France...Plusieurs ministères et branches du gouvernement français sont victimes de piratages massifs de données des contribuables : carte d'identités, adresses, données fiscales etc...La liste récente est longue : URSSAF, DGFIP, ANTS, plusieurs ministères dont l'Intérieur.

Quelle belle incompétence des services concernés. Responsable mais pas coupable. Personne ne démissionne.

C'est pas ma faute à moi chante Alizée.

Le b-a ba de la cybersécurité n'est maîtrisé par personne. Logique avec l'effondrement du niveau scolaire. Selon l'INSEE, 34% des français entre 16 et 74 ans manquent de compétences numériques.

Encore une décision politique qui risque d'entraîner des conséquences majeures. L'imposition de la facture électronique à partir du 1^{er} septembre 2026 et à partir de 2027 pour les TPE.

Cette réforme impose l'émission et la réception de facture électronique dans des formats spécifiques via des plateformes agréées, complétée par l'e-reporting (transmission des données à l'administration fiscale).

L'Etat veille au grain : 50€ d'amende par facture non émise au bon format et 500€ par facture non transmise à Bercy par la plateforme. Ubuesque !

Encore une fois, les artisans, les TPE seront ceux qui subiront le plus les complexités de Bercy.

Le risque majeur est de contraindre certaines entreprises à la délocalisation.

Supposons un piratage massif des données d'une plateforme ou de Bercy : les hackers auront accès

aux noms des fournisseurs et des clients, aux données financières avec les taux de marge, les volumes d'activités etc... Toute une mine d'or d'informations que des concurrents internationaux, des boutiques d'intelligence économique ou des Etats rêveraient d'avoir et que même une dictature communiste obtiendrait avec une surveillance généralisée.

Que d'opportunités gâchées.

L'élection présidentielle du mois de mai 2027 sera-t-elle l'occasion d'arrêter la liste des mauvaises décisions qui ont précipité la France dans le déclin ?

La réponse est dans la question.

Donald Duck

Categorie

1. Économie

date créée

26 août 2026